

Unité départementale des Yvelines
35 rue de Noailles
Bâtiment B1
78000 Versailles

Versailles, le 18/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LIDL

1 rue du Bois des Faures
ZAE Ablis
78660 Ablis

Code AIOT : 0006521701

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/11/2025 dans l'établissement LIDL implanté 1 rue du Bois des Faures ZAE Ablis 78660 Ablis. L'inspection a été annoncée le 02/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LIDL
- 1 rue du Bois des Faures ZAE Ablis 78660 Ablis
- Code AIOT : 0006521701
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation consiste en un bâtiment à usage d'entrepôt et de bureaux d'une surface plancher totale de 86 479 m² divisé en 14 cellules de stockage et un pôle recyclage.

Le bâtiment exploité par la société Lidl a été mis en service en janvier 2025.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Protection réseaux d'eau potable et milieux de prélèvement	Arrêté Préfectoral du 28/10/2021, article 4.1.1.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
2	Isolement avec les milieux	Arrêté Préfectoral du 28/10/2021, article 4.2.1.4.2	Demande d'action corrective	3 mois
3	Autorisation de raccordement STEP	Arrêté Préfectoral du 28/10/2021, article 4.3.6.1	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Comportement au feu des locaux	Arrêté Préfectoral du 28/10/2021, article 8.3.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Désenfumage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II point 5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
8	Système d'extinction automatique	Arrêté Ministériel du 28/10/2021, article 8.8.3	Mise en demeure, respect de prescription	1 et 3 mois
9	Etude technique risque foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
10	Vérification initiale risque foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
11	Mise en place des mesures de prévention contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 20	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
12	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II, point 1.4	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
13	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II, point 15	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
15	Exercice incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II, point 13	Demande d'action corrective	3 mois
16	Documents installation photovoltaïque	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 30	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
17	Dispositions constructives panneaux photovoltaïque	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 32	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	es			
18	Compartmentage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II, point 6	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Mesures niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 28/10/2021, article 7.1.4	Sans objet
6	Systèmes de détection	Arrêté Préfectoral du 28/10/2021, article 8.4.2	Sans objet
14	Exercice d'évacuation	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II, point 14	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle du 18 novembre 2025 avait pour objectif principal de vérifier le respect des dispositions constructives applicables aux installations, l'entrepôt ayant été mis en service en janvier 2025.

L'inspection constate globalement que les caractéristiques constructives qui ont été vérifiées respectent les dispositions prévues par l'arrêté du 11 avril 2017 modifié. Des justificatifs sont encore attendus notamment sur les murs coupe-feu, les portes coupe-feu et l'installation photovoltaïque.

L'inspection a constaté le non-respect par l'exploitant des zones dédiées au stockage des produits dangereux (liquides inflammables, aérosols etc.). Cette situation est préoccupante car peut aggraver un éventuel incendie et compliquer l'intervention des services de secours. L'exploitant doit rapidement mettre en place une organisation permettant de respecter ces zones dédiées au stockage de produits dangereux.

L'inspection a également constaté que la gestion de l'état des stocks semble complexe et la vérification par sondage de la présence d'un produit n'a pas été satisfaisante.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Protection réseaux d'eau potable et milieux de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/10/2021, article 4.1.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Protection réseau eau potable
Prescription contrôlée : Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement.

Constats :

L'exploitant a fourni en amont de l'inspection la fiche de contrôle de maintenance annuelle de deux disconnecteurs, réalisée par la société CDA le 20/10/2025.

L'inspection constate que la société a contrôlé un disjoncteur placé sur l'arrosage et la station de lavage de la marque WATTS (n°23099746). Il est indiqué que ce disjoncteur protège un réseau d'arrosage.

La société a également contrôlé un disjoncteur protégeant le réseau d'eau froide (implantation : sous station) marque RESIDEO (n°EN1272). Il est indiqué que l'ensemble de protection n'a pas été posé conformément aux normes car la vidange est collée au disjoncteur.

Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué ne pas avoir eu connaissance de la non-conformité relevée dans la fiche de contrôle de maintenance et donc qu'aucune action n'est prévue pour une mise en conformité.

L'exploitant a également indiqué que sur site il y a en tout 5 disconnecteurs et que les 3 disconnecteurs pour lesquels aucun document n'a été transmis sont en attente de maintenance.

L'exploitant indique que la maintenance des 3 disconnecteurs devrait être réalisée d'ici la fin du mois de novembre et qu'il demandera la mise en conformité du disjoncteur RESIDEO n°EN1272.

Conclusion :

Proposition : demande d'action corrective et de justificatif (délai : 3 mois)

L'exploitant doit fournir les justificatifs d'installation ou de maintenance des 3 disconnecteurs dont la fiche de contrôle de maintenance n'a pas pu être présentée lors de l'inspection du 18/11/2025 et mettre en conformité le disjoncteur RESIDEO n°EN1272 dans un délai de 3 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Isolement avec les milieux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/10/2021, article 4.2.1.4.2

Thème(s) : Risques chroniques, Isolement

Prescription contrôlée :

Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

Constats :

L'exploitant a fourni en amont de l'inspection un rapport d'intervention de la société SPIE Facilities réalisée le 27/10/2025 pour la maintenance préventive des vannes martellières du site. Le rapport indique que les 5 vannes du site sont fonctionnelles (test de déclenchement à distance).

Le jour de l'inspection, l'exploitant précise que le déclenchement des vannes est automatique et asservi au sprinklage. Le déclenchement des vannes est remonté à la télésurveillance. De plus,

l'exploitant a un logiciel de gestion du bâtiment (GTB) qui lui permet de visualiser l'état des vannes en direct. L'inspection a constaté la visualisation des 5 vannes martellières sur le logiciel. Ce logiciel est accessible par le responsable maintenance sécurité et dans le bureau du personnel MHSE.

Lors de la visite terrain, un test de fermeture d'une vanne a été effectué. La vanne s'est bien fermée. Cependant, l'inspection a constaté que l'exploitant ne teste pas la fermeture manuelle de la vanne et qu'il n'y a pas de consigne affichée sur site pour savoir comment fermer les vannes manuellement en cas de coupure électrique.

L'inspection rappelle à l'exploitant l'importance de tester la fermeture manuelle des vannes pour qu'en cas de coupure électrique cette manipulation soit connue. Les consignes pour une fermeture manuelle doivent être indiquées à proximité des vannes. L'inspection a constaté qu'à l'issue du test la vanne était bien indiqué fermée dans le logiciel GTB.

Conclusion :

Proposition : demande d'action corrective (délai : 3 mois)

L'exploitant doit s'assurer lors des tests internes de vannes martellières qu'une fermeture manuelle est réalisée et que les consignes de cette manipulation sont affichées à proximité des vannes.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Autorisation de raccordement STEP

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/10/2021, article 4.3.61

Thème(s) : Situation administrative, Autorisation de raccordement

Prescription contrôlée :

[...]

Rejet dans une station collective (STEP d'ABLIS)

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L. 1331-10 du Code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant à l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant a fourni en amont de l'inspection une demande de transfert des abonnements des compteurs eau potable et eau incendie ainsi que le contrat d'abonnement au syndicat de l'eau et de l'assainissement du sud Yvelines pour l'eau potable et l'eau incendie.

Ces documents ne correspondent pas à l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L. 1331-10 du Code de la santé publique.

Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué ne pas avoir cette autorisation et avoir contacté quelques jours plus tôt le syndicat de gestion des eaux, Seasy, pour demander cette autorisation.

Conclusion :

Proposition : mise en demeure (délai : 3 mois)

L'exploitant doit obtenir l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L.1331-10 du code de la santé

publique.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Mesures niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/10/2021, article 71.4
Thème(s) : Risques chroniques, Nuisances sonores
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée dans les trois (3) premiers mois de la phase de chantier, dans les trois (3) mois au maximum après la mise en service de l'installation puis tous les trois (3) ans.</p> <p>Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.</p> <p>[...]</p> <p>Les résultats des mesures réalisées sont transmis au préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis en amont de l'inspection le rapport de contrôle des émissions sonores de l'installation réalisé par la société Socotec du 18 au 19 mars 2025. Le rapport est daté du 4 avril 2025. Les niveaux sonores mesurés de jour et de nuit sont conformes aux valeurs limites fixées par la réglementation applicable au site.</p> <p>Conclusion : sans observation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Comportement au feu des locaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/10/2021, article 8.3.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Murs coupe-feu
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les locaux abritant les installations sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant (voir plan ci-dessous).</p> <p>Les percements ou ouvertures effectués dans les murs ou parois séparatifs, par exemple pour le passage de gaines ou de galeries techniques sont rebouchés afin d'assurer un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces murs ou parois séparatifs.</p> <p>Les portes communicantes entre les murs coupe-feu sont munies d'un dispositif de fermeture automatique qui doit pouvoir être commandé de part et d'autre du mur de séparation des cellules. La fermeture automatique des portes coupe-feu ne doit pas être gênée par des obstacles.</p> <p>Les conduits de ventilation sont munis de clapets coupe-feu à la paroi de séparation, restituant le degré coupe-feu de la paroi traversée.</p>

[voir plan dans AP du 28/10/2021]

Arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, annexe II, point 4 :

4. Dispositions constructives

Les dispositions constructives visent à ce que la cinétique d'incendie soit compatible avec l'intervention des services de secours et la protection de l'environnement. Elles visent notamment à ce que la ruine d'un élément de structure (murs, toiture, poteaux, poutres par exemple) suite à un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni de leurs dispositifs de recoupement, et ne conduise pas à l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la cellule en feu.

L'exploitant assure sous sa responsabilité la cohérence entre les dispositions constructives retenues et la stratégie permettant de garantir l'évacuation de l'entrepôt en cas d'incendie. Il définit cette stratégie ainsi que les consignes nécessaires à son application.

L'ensemble de la structure est a minima R 15, sauf, pour les zones de stockages automatisés, si l'exploitant produit, sous sa responsabilité, l'ensemble des études et documents cités aux alinéas 5 à 7 du point 7 de l'annexe II, afin de démontrer que les objectifs cités à l'alinéa précédent sont remplis. Cette possibilité n'est pas applicable si la cellule concernée stocke des liquides inflammables, des générateurs d'aérosols ou des produits relevant des rubriques 4000, en des quantités supérieures aux seuils de classement dans la nomenclature des installations classées.

Les murs extérieurs sont construits en matériaux de classe A2 s1 d0, sauf si le bâtiment est doté d'un dispositif d'extinction automatique d'incendie.

Les éléments de support de couverture sont réalisés en matériaux A2 s1 d0. Cette disposition n'est pas applicable si la structure porteuse est en lamellé-collé, en bois massif ou en matériaux reconnus équivalents par rapport au risque incendie, par la direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises du ministère chargé de l'intérieur.

Le ou les isolants thermiques utilisés en couverture sont de classe A2 s1 d0. Cette prescription n'est pas exigible lorsque, d'une part, le système support + isolants est de classe B s1 d0, et d'autre part :

- ou bien l'isolant, unique, a un pouvoir calorifique supérieur (PCS) inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg ;
- ou bien l'isolation thermique est composée de plusieurs couches, dont la première (en contact avec le support de couverture), d'une épaisseur d'au moins 30 millimètres, de masse volumique supérieure à 110 kg/m³ et fixée mécaniquement, a un PCS inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg et les couches supérieures sont constituées d'isolants justifiant en épaisseur de 60 millimètres d'une classe D s3 d2. Ces couches supérieures sont recoupées au droit de chaque écran de cantonnement par un isolant de PCS inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg ;
- ou bien il est protégé par un écran thermique disposé sur la ou les faces susceptibles d'être exposées à un feu intérieur au bâtiment. Cet écran doit jouer un rôle protecteur vis-à-vis de l'action du programme thermique normalisé durant au moins une demi-heure.

Le système de couverture de toiture satisfait la classe BROOF (t3).

Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel satisfont à la classe d0.

Pour les entrepôts de deux niveaux ou plus, les planchers sont au moins EI 120 et les structures porteuses des planchers au moins R120 et la stabilité au feu de la structure est au moins R 60 pour ceux dont le plancher du dernier niveau est situé à plus de 8 mètres du sol intérieur. Pour les

entrepôts à simple rez-de-chaussée de plus de 13,70 m de hauteur, la stabilité au feu de la structure est au moins R 60.

Les escaliers intérieurs reliant des niveaux séparés, dans le cas de planchers situés à plus de 8 mètres du sol intérieur et considérés comme issues de secours, sont encloisonnés par des parois au moins REI 60 et construits en matériaux de classe A2 s1 d0. Ils débouchent soit directement à l'air libre, soit dans un espace protégé. Les blocs-portes intérieurs donnant sur ces escaliers sont au moins E 60 C2.

Les ateliers d'entretien du matériel sont isolés par une paroi et un plafond au moins REI 120 ou situés dans un local distant d'au moins 10 mètres des cellules de stockage. Les portes d'intercommunication présentent un classement au moins EI2 120 C (classe de durabilité C2 pour les portes battantes).

A l'exception des bureaux dits "de quais" destinés à accueillir le personnel travaillant directement sur les stockages, des zones de préparation ou de réception, des quais eux-mêmes, les bureaux et les locaux sociaux ainsi que les guichets de retrait et dépôt des marchandises et les autres ERP de 5e catégorie nécessaires au fonctionnement de l'entrepôt sont situés dans un local clos distant d'au moins 10 mètres des cellules de stockage ou isolés par une paroi au moins REI 120. Ils sont également isolés par un plafond au moins REI 120 et des portes d'intercommunication munies d'un ferme-porte présentant un classement au moins EI2 120 °C (classe de durabilité C2 pour les portes battantes). Ce plafond n'est pas obligatoire si le mur séparatif au moins REI 120 entre le local bureau et la cellule de stockage dépasse au minimum d'un mètre, conformément au point 6, ou si le mur séparatif au moins REI 120 arrive jusqu'en sous-face de toiture de la cellule de stockage, et que le niveau de la toiture du local bureau est situé au moins à 4 mètres au-dessous du niveau de la toiture de la cellule de stockage. De plus, lorsqu'ils sont situés à l'intérieur d'une cellule, le plafond est au moins REI 120, et si les bureaux sont situés en niveau ou mezzanine le plancher est également au moins REI 120.

[...]

Constats :

Murs coupe-feu

L'exploitant a fourni en amont de l'inspection une attestation du constructeur Maison Bleue certifiant le degré coupe-feu des murs de l'installation datée du 02/05/2024.

L'inspection a constaté que certains murs cités de l'attestation du constructeur ne correspondent pas aux murs coupe-feu présents sur le plan et que certains murs devant être coupe-feu sur le plan n'apparaissent pas dans l'attestation du constructeur.

L'exploitant a fourni une attestation de classement au feu du constructeur Maison Bleue datée du 17/01/2023 indiquant que les murs séparatifs de 15cm d'épaisseur assurent un degré coupe-feu de 3 heures et ceux de 18 cm d'épaisseur un degré coupe-feu de 4 heures. Cependant, dans cette attestation le constructeur n'a pas coché les cases disponibles indiquant que les murs dépassent d'au moins un mètre la couverture et sont saillants de 0,50 mètre de la façade dans la continuité du mur ou sont prolongés latéralement aux murs extérieurs sur une largeur d'un mètre.

L'exploitant a fourni une attestation ICPE murs coupe-feu panneaux béton du constructeur Maison Bleue datée du 12/04/2023. Cette attestation indique que l'entreprise atteste que les parois matérialisées en vert sur les plans de repérage sont coupe-feu 2H, en jaune, coupe-feu 3h et en rouge coupe-feu 4h et que les murs coupe-feu intercellules sont prolongés latéralement aux murs extérieurs sur une largeur de 0,5 m de part et d'autre.

L'inspection constate que les informations ne sont pas cohérentes entre les différentes attestations donc cela ne permet pas d'être certain du degré coupe-feu des murs et de la présence des

prolongements latéraux et en toiture.

Ecran thermique

L'exploitant a fourni une attestation ICPE de la société Couvrest datées du 29/08/2024 indiquant que l'entreprise atteste que les murs de façades en files 26, 24.1, et J (24.1;26) sont constitués d'un écran thermique de degré 2h (EI 120) sur toute la hauteur.

L'entreprise atteste que les fixations des panneaux sur la structure R120 sont réalisées de façon identique à ce qui est préconisé dans le PV feu du panneau afin que la fixation puisse avoir une résistance au feu de 2h.

Joints et calfeutrements coupe-feu

L'exploitant a fourni une attestation du constructeur Maison Bleue certifiant les joints coupe-feu entre poteau béton armé et panneaux préfabriqués en béton armé ont été réalisés conformément aux plans d'exécution. L'exploitant a fourni le procès-verbal de classement du joint (qui varie entre EI240 et EI120 pour les doubles cordons) mais n'a pas été en mesure d'expliquer à l'inspection comment le joint a été utilisé.

L'exploitant a fourni une attestation de la société Medinger datée du 30/08/2024 certifiant que l'ensemble des calfeutrements de l'ensemble des locaux maçonnés de degré coupe-feu deux heures ont été réalisés conformément au procès-verbal susmentionné.

Portes coupe-feu

L'exploitant a fourni une attestation de la société FIVO datée du 21/08/2024 certifiant du bon fonctionnement des portes coulissantes. L'inspection constate qu'aucune information n'est présente sur le degré coupe-feu des portes coulissantes.

L'exploitant a fourni une attestation de la société FIVO datée du 21/08/2024 certifiant que toutes les portes posées dans les bureaux et locaux annexes sont conformes aux obligations contractuelles du marché.

L'exploitant a fourni une attestation de la société FIVO datée du 21/08/2024 certifiant que les portes de la salle TGBT sont munies d'une ferme porte EI₂ 120 C conformément aux obligations contractuelles du marché.

L'exploitant a fourni une attestation de la société FIVO datée du 21/08/2024 certifiant que les portes battantes de la classe de durabilité C2 sont conformes aux obligations contractuelles du marché.

L'exploitant a fourni une attestation de la société Diasclim datée du 31/07/2024 certifiant que les calfeutrements ont été réalisés suivant les degrés coupe-feu des zones concernées. L'inspection constate qu'aucune information ne permet de savoir quelles sont les zones concernées.

L'inspection ne peut pas exploiter ces documents en l'état car il manque des informations sur les degrés coupe-feu des portes implantées sur site. L'inspection rappelle à l'exploitant ne pas avoir les documents du marché et donc qu'il est nécessaire que l'exploitant puisse justifier du degré coupe-feu de chaque porte coupe-feu installée sur le site.

L'exploitant a fourni les fiches techniques d'un clapet antipollution (pour la protection des réseaux d'eau potable), de mousse PU coupe-feu 240 et de clapets coupe-feu.

L'exploitant a fourni un procès-verbal de la société Efectis de classement pour une gamme de blocs-portes métalliques de référence HEI2 120 à un ou deux vantaux battants. L'inspection ne peut pas exploiter ces documents en l'état car aucune information n'est fournie sur leur implantation ni leur utilisation sur site.

L'inspection relève que l'exploitant n'a pas fourni de procès-verbal de classement au feu pour les portes EI180 et 240, pour les clapets coupe-feu et pour les portes coupe-feu coulissantes EI 120, 180

et 240.

Le jour de l'inspection, l'inspection a pu constater sur certaines portes l'affichage du degré coupe-feu et l'absence d'indication sur d'autres. L'inspection a constaté la présence d'une porte coupe-feu EI 240 au droit d'un mur coupe-feu 3 heures.

L'inspection a pu constater la présence de clapets coupe-feu sur des gaines de ventilation au-dessus du local de charge. L'exploitant n'a pas su indiquer avec précision le nombre et l'emplacement des clapets coupe-feu installés.

Attestation de non ruine en chaîne

L'exploitant a fourni une attestation ICPE de la société STRUDAL datée du 16/03/2023 indiquant que :

- Les choix techniques pris pour la conception de la structure ont été fait dans le but d'éviter tout risque d'effondrement en chaîne ainsi que d'effondrement vers l'extérieur en cas de sinistre
- L'entreprise atteste que la stabilité au feu de la structure est REI 60 pour l'ensemble des cellules et REI 120 - REI 180 - REI 240 pour tous les murs CF de degrés 2h - 3h ou 4h.
- L'entreprise atteste que tous les planchers des bureaux, bureau de quais et locaux techniques sont REI 120.

L'exploitant a fourni une attestation de non ruine en chaîne de la charpente en béton par la société STRUDAL datée du 16/03/2023.

L'exploitant a fourni une attestation de la société STRUDAL datée du 10/07/2024 indiquant que la charpente béton est stable au feu et en fournissant les degrés de stabilité au feu de chaque élément.

Caractère Broof T3 de la toiture

L'exploitant a fourni une attestation ICPE de la société Couvrest datée du 29/08/2024 indiquant que :

- L'entreprise atteste que les éléments de support de la toiture sont réalisés en matériaux incombustibles (pannes de couverture béton).
- L'entreprise atteste que la toiture des cellules satisfait la classe et l'indice Broof t3.
- La toiture est recouverte d'une bande de protection sur une largeur minimale de 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives. Cette bande est en matériaux A2 s1 d1 ou comporte en surface une feuille métallique A2 s1 d1.
- L'entreprise atteste que la toiture du local groupe électrogène satisfait la classe et l'indice Broof t3.
- L'entreprise atteste que l'isolant installé en toiture des cellules et du local groupe électrogène est classé A1.

Autre

L'exploitant a fourni le certificat ACERMI de l'isolant STISOLMUR ULTRA BA RC60 : classe eurofeu E c'est-à-dire très inflammable et propagateur de flamme. L'exploitant n'a fourni aucune information à l'inspection sur l'utilisation de cet isolant.

Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué que cet isolant a été utilisé pour l'isolation des fondations du bâtiment.

Conclusion :

Proposition : demande de justificatifs (délai : 3 mois)

L'exploitant doit fournir un justificatif clair et précis des murs coupe-feu installés avec leur degré coupe-feu et leur emplacement.

L'exploitant doit fournir un justificatif clair et précis des portes coupe-feu installées avec leur degré coupe-feu et leur emplacement.

L'exploitant doit s'assurer que les portes coupe-feu présentent l'étiquetage associé à leur degré coupe-feu correspondant.

L'exploitant doit lister et repérer les clapets coupe-feu installés sur l'ensemble du site afin de pouvoir s'assurer qu'ils sont bien tous maintenus lors des vérifications annuelles.

L'exploitant doit fournir à l'inspection les procès-verbaux de classement au feu pour les portes battantes EI180 et 240 s'il y en a sur site, pour les clapets coupe-feu et pour les portes coupe-feu coulissantes EI 120, 180 et 240 en fonction de celles installées sur site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Systèmes de détection

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/10/2021, article 8.4.2

Thème(s) : Risques accidentels, Détection

Prescription contrôlée :

Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 8.2.1 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection de substance particulière/fumée. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant a fourni en amont de l'inspection le cahier des charges fonctionnel du SSI réalisé par la société ERSSI daté du 10/06/2024 (dernière révision).

L'inspection constate que le SSI doit être de catégorie A avec un équipement d'alarme de type 1.

L'inspection constate qu'une détection optique doit être installée dans toutes les cellules sauf les cellules surgelés C13 et C14 où il y doit y avoir une détection multi ponctuelle (détecteur de fumée par aspiration).

L'exploitant indique que le détecteur de flamme dans la chaufferie n'a pas été installé car il n'y a finalement pas de chaufferie au gaz mais seulement de la récupération de chaleur des groupes froid alimentant un chauffage au sol dans tout le bâtiment.

L'inspection constate dans le cahier des charges fonctionnel du SSI qu'un temps de détection de 5 minutes comme dans les cellules standard n'est pas acceptable pour les locaux chambres froides et combles (C13 C14) mais n'a pas pu vérifier le respect de ce point lors de l'inspection.

L'exploitant a fourni le document de réception technique du SSI réalisé par la société ERSSI. Ce document indique que le SSI installé est cohérent avec le cahier des charges fonctionnel du SSI et que les essais d'efficacité de la détection automatique incendie ont été satisfaisants.

L'inspection constate que ce document n'est pas daté.

Le jour de l'inspection, l'inspection a constaté la présence d'une détection par aspiration dans les cellules C13 et C14 et de détecteurs de fumée dans d'autres cellules (par sondage). L'exploitant a indiqué ne pas avoir de temporisation entre le déclenchement des déclencheurs manuels et l'alarme sonore comme cela est indiqué dans le cahier des charges.

Un test de compartimentage a été réalisé dans la cellule 1 en appuyant sur un déclencheur manuel. Les portes coupe-feu de la cellule se sont bien fermées tel que prévu dans le cahier des charges du SSI.

Conclusion : sans observation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II point 5

Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage

Prescription contrôlée :

Les cellules de stockage sont divisées en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1 650 mètres carrés et d'une longueur maximale de 60 mètres. Chaque écran de cantonnement est stable au feu de degré un quart d'heure, et a une hauteur minimale de 1 mètre, sans préjudice des dispositions applicables par ailleurs au titre des articles R. 4216-13 et suivants du code du travail. La distance entre le point bas de l'écran et le point le plus près du stockage est supérieure ou égale à 0,5 mètre. Elle peut toutefois être réduite pour les zones de stockages automatisés. Les cantons de désenfumage sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés. Des exutoires à commande automatique et manuelle font partie des dispositifs d'évacuation des fumées. La surface utile de l'ensemble de ces exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage. Le déclenchement du désenfumage n'est pas asservi à la même détection que celle à laquelle est asservi le système d'extinction automatique. Les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique. Il faut prévoir au moins quatre exutoires pour 1 000 mètres carrés de superficie de toiture. La surface utile d'un exutoire n'est pas inférieure à 0,5 mètre carré ni supérieure à 6 mètres carrés. Les dispositifs d'évacuation ne sont pas implantés sur la toiture à moins de 7 mètres des murs coupe-feu séparant les cellules de stockage. Cette distance peut être réduite pour les cellules dont une des dimensions est inférieure à 15 m. La commande manuelle des exutoires est au minimum installée en deux points opposés de l'entrepôt de sorte que l'actionnement d'une commande empêche la manœuvre inverse par la ou les autres commandes. Ces commandes manuelles sont facilement accessibles aux services d'incendie et de secours depuis les issues du bâtiment ou de chacune des cellules de stockage. Elles doivent être manœuvrables en toutes circonstances. Des amenées d'air frais d'une superficie au moins égale à la surface utile des exutoires du plus grand canton, cellule par cellule, sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des cellules à désenfumer donnant sur l'extérieur. En cas d'entrepôt à plusieurs niveaux, les niveaux autres que celui sous toiture sont désenfumés par des ouvrants en façade asservis à la détection conformément à la réglementation applicable aux établissements recevant du public. Les dispositions de ce point ne s'appliquent pas pour un stockage couvert ouvert.

Constats :

L'exploitant a fourni en amont de l'inspection une attestation ICPE de la société Couvrest datée du 29/08/2024 indiquant que :

- Les cellules de stockage sont divisées en cantons de désenfumage d'une longueur maximale de 60 m et d'une superficie maximale de 1650 m² (ou 1600 m² dans la cellule 15 classée 2714).
- Les écrans de cantonnement sont constitués des éléments de structure complétés par des retombées de bardage si nécessaire. Ces dernières sont réalisées en matériaux M0 (y compris leurs fixations) et stables au feu de degré un quart d'heure. La hauteur minimale des écrans de cantonnement est d'un mètre.
- L'entreprise atteste avoir installé et mis en service les exutoires de fumée à commande automatique et manuelle, dont la surface utile est supérieure ou égale à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage. Les commandes manuelles sont facilement accessibles depuis les issues du bâtiment.
- L'entreprise atteste qu'il y a au moins quatre exutoires pour 1000 m² de superficie de toiture et que la surface utile d'un exutoire est de 4,62 m².
- Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel (skydômes) et le désenfumage sont d0.
- L'entreprise atteste que les éléments de support de la toiture sont réalisés en matériaux incombustible (pannes de couverture béton).
- Les exutoires et lanterneaux zénithaux sont installés à 7m ou plus des murs coupe-feu séparatifs entre cellules.

Cependant, l'inspection constate que dans cette attestation l'entreprise indique que la température de rupture du fusible de couleur violet associé à l'ouverture de l'exutoire est de 180 °C (soit supérieure à la température de déclenchement des têtes SPK dans les cellules) alors que dans la fiche technique des exutoires fournie par l'exploitant il est indiqué une température du thermodéclencheur calibrée à 93 °C.

Le jour de l'inspection, l'inspection demande une clarification de ce point qui peut être important car une cellule possède un sprinklage calibré à 96°C selon le cahier des charges fourni. Ainsi, le désenfumage peut être amené à s'ouvrir avant le démarrage du sprinklage s'il est calibré à 93 °C ce qui peut aggraver un éventuel incendie.

L'exploitant indique que les fusibles fournis avec les exutoires ont été remplacés par des fusibles calibrés à 180 °C mais n'a pas pu fournir de justificatif.

L'exploitant a fourni un tableau calculant pour chaque canton le nombre minimal d'exutoires à installer et la surface minimale d'exutoire requise. Ce tableau présente également le nombre d'exutoires installés et leur surface totale. L'inspection constate que le nombre d'exutoires et la surface installée respectent les valeurs requises réglementairement.

L'exploitant a fourni les attestations de bon fonctionnement des coffrets de commande de désenfumage réalisées par la société BL Incendie pour l'ensemble des cellules.

Concernant les amenées d'air, l'exploitant a fourni une note de calcul des amenées d'air pour chaque cellule. L'exploitant a indiqué la surface représentée par l'ensemble des portes de quais de chaque cellule comme amenées d'air.

L'inspection a constaté que dans le PDI de l'exploitant, l'actionnement des amenées d'air est indiqué.

L'inspection indique à l'exploitant, avec le SDIS présent lors de l'inspection, qu'ouvrir toutes les portes peut être néfaste à la maîtrise du feu. L'exploitant doit donc déterminer le nombre de portes à ouvrir par cellule pour être au plus juste du besoin d'amenées d'air et l'indiquer sur les plans de cantonnement placés au-dessus des commandes de désenfumage.

<p>Le SDIS indique à l'exploitant pouvoir réaliser la manœuvre d'ouverture des amenées d'air.</p> <p>L'exploitant confirme que les portes de quai peuvent s'ouvrir sans électricité mais de l'intérieur. Le SDIS indique que cette configuration lui convient.</p> <p>L'inspection constate par sondage que les exutoires de désenfumage installés correspondent au plan fourni.</p> <p>Conclusion :</p> <p>Proposition : demande d'action corrective et de justificatif (délai : 3 mois)</p> <p>L'exploitant doit fournir les justificatifs nécessaires pour démontrer que le désenfumage ne peut pas se déclencher avant le sprinklage dans l'ensemble des cellules (calibrage des thermodéclencheurs).</p> <p>L'exploitant doit déterminer le nombre de portes de quai à ouvrir pour avoir une surface d'amenées d'air au plus près du besoin et non surdimensionnée et l'indiquer sur les plans de cantonnement affichés au-dessus des commandes de désenfumage dans l'entrepôt.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Système d'extinction automatique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/10/2021, article 8.8.3
Thème(s) : Risques accidentels, Ressource en eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours, 2. de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 8.2.1, 3. de plusieurs poteaux d'incendie d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 normalisés (NFEN14384) permettant de fournir au moins 480 m³/h d'eau sous une pression dynamique de 1 bar sans dépasser 8 bars. En cas d'impossibilité de fournir la totalité des besoins en eau par le réseau sous pression, le volume d'eau mobilisable sur 2 heures peut-être fourni jusqu'à 2/3 par des réserves incendie de préférence enterrées en veillant à : [..] 4. d'un dispositif d'extinction automatique pour l'ensemble du bâtiment, conforme à la norme APSAD ou équivalent, avec une réserve d'eau d'un volume minimum de 800m³. 5. d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. 6. de réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres par réserve, et des pelles. L'exploitant fait réceptionner les moyens de défense extérieurs contre l'incendie de l'établissement dès leur mise en eau en présence d'un représentant du Service Départemental d'Incendie et de Secours joignable aux coordonnées

suivantes : Service Départemental d'Incendie et de Secours SDIS 78 - Groupement territorial Sud - Section prévision – opérations CS 80103 - 78007 Versailles cedex50

Pour les nouveaux hydrants, l'exploitant doit transmettre au Service Départemental d'Incendie et de Secours une attestation délivrée par l'installateur faisant apparaître la conformité à la norme française S 62-200 ou équivalente en vigueur. Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

Constats :

Système d'extinction automatique

L'exploitant a fourni en amont de l'inspection le rapport de visite finale avec levée des réserves de l'installation de sprinklage (système d'extinction automatique) réalisé par la société SC Engineering daté du 12 septembre 2024. Ce rapport indique que les tests de la pompe sprinkler ont été effectués en conformité avec la norme NFPA20 : un écart de 1,9 bar existe entre les courbes à 150% de débit nominal mais la performance de la pompe installée est supérieure à la performance en banc d'essai ainsi la demande en eau pour la protection sprinkler et les RIA peut être fournie avec la performance actuelle de la pompe installée.

Le rapport indique que les tests des postes sprinklers ont été effectués en conformité avec la norme NFPA 13 : le temps d'arrivée d'eau pour la protection de la passerelle de la cellule 12 est légèrement supérieure à 40 secondes temps requis pour NFPA 13 ceci est dû au raccordement de la ligne test. L'installation est correcte et les réserves ont été levées.

L'inspection constate que la plupart des têtes de sprinklage sont calibrées à 74°C sauf en cellule 1 à 3 pour le stockage de produits secs en racks push-back têtes calibrées à 96°C.

L'exploitant doit vérifier la compatibilité avec le désenfumage (calibrage potentiellement à 93°C). Ce point est évoqué dans la fiche précédente.

L'inspection a demandé à l'exploitant comment il s'assure de respecter les consignes du rapport de visite du système d'extinction pour le stockage des marchandises. En effet, des consignes sont précisées cellule par cellule en fonction du sprinklage installé : dans certaines cellules le stockage d'huile alimentaire est interdit, dans d'autres cellules le stockage de plastique exposé est interdit.

Dans les zones de stockage des aérosols et des liquides inflammables, il est nécessaire d'avoir une barrière horizontale pleine à chaque niveau de pose des racks et réseau intermédiaire et à chaque niveau en façade pour les aérosols.

L'exploitant a indiqué avoir un état des stocks disponible et l'inspection a pu consulter cet état des stocks.

L'inspection a constaté sur l'état des stocks présenté la présence de produits aérosols en cellules 4, 5, 6 et 7 et la présence de liquides inflammables en cellules 6 et 7.

L'inspection relève que les produits aérosols ne sont autorisés qu'en cellule 7 dans une zone spécifique selon le dossier d'autorisation. Les liquides inflammables ne sont autorisés qu'en cellule 4 pour les rubriques 4330 et 4331 et en cellule 5 pour les alcools de bouche (rubriques 4755-1 et 4755-2) dans des zones spécifiques selon le dossier d'autorisation.

L'exploitant a fait la demande dans son dossier de porter à connaissance de pouvoir stocker les liquides inflammables (rubriques 4330 et 4331) dans la cellule 3 et 4, les alcools de bouche en cellule 6 et les aérosols en cellule 7, dans des zones spécifiquement aménagées. Le dossier de porter à connaissance n'a pas fait l'objet d'une décision de l'inspection et n'est donc pas encore complètement instruit.

L'inspection constate que l'exploitant stocke des produits dangereux dans des cellules où leur

stockage n'est pas autorisé et a constaté que l'exploitant n'a aucune mesure en place pour maîtriser l'emplacement de stockage de ces produits dangereux dans les zones autorisées.

L'exploitant doit prendre conscience de la gravité de ce constat car la situation peut aggraver un éventuel incendie et compliquer l'intervention des services de secours. De plus, ces produits dangereux ne sont donc pas tous stockés dans des emplacements où le système d'extinction est adapté à leur nature. Cette situation n'est pas acceptable en termes de maîtrise des risques, l'exploitant doit au plus vite stocker tous les produits dangereux dans les zones spécifiquement aménagées.

L'inspection constate sur site qu'une personne chargée de ranger/déplacer les palettes dans l'entrepôt n'a pas connaissance d'une zone spécifiquement aménagée pour les aérosols.

Poteaux incendie

L'exploitant a fourni les procès-verbaux de réception réalisés par le SDIS 78 des équipements suivants datés du 09/07/2024 :

- Bâche souple n°87 de 240 m³ et deux poteaux d'aspiration n°88 et 89 : conforme - pas de disque blanc avec triangle bleu comprenant l'inscription « point d'aspiration » et pas de panneau « stationnement interdit »
- Bâche souple n°90 de 240 m³ et deux poteaux d'aspiration n°91 et 92 : conforme - pas de disque blanc avec triangle bleu comprenant l'inscription « point d'aspiration » et pas de panneau « stationnement interdit »
- Poteaux incendie n°75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86 : conforme

L'inspection constate que seul des tests poteau par poteau ont été réalisés et qu'aucun test en simultané n'a été réalisé.

Dans le dossier d'autorisation le calcul D9 indique un besoin de 480 m³/h pendant 2h soit 960 m³ au total.

L'exploitant a prévu d'apporter 240 m³/h pendant deux heures par les poteaux incendie et 480 m³ (240 m³/h pendant deux heures) par des deux bâches souples de 240 m³.

L'exploitant doit donc démontrer que plusieurs poteaux en simultané peuvent fournir un débit de 240 m³/h. Par défaut, il est considéré qu'un poteau fournit 60 m³/h donc l'exploitant devrait faire le test sur 4 poteaux si le débit n'est pas atteint avec un nombre inférieur de poteau.

L'exploitant a pu retrouver la réalisation d'un test en simultané sur deux poteaux incendie réalisé le 8 novembre 2023 et indiquant un débit supérieur à 240 m³/h.

L'inspection indique que ce test doit être réalisé tous les ans lors de la vérification des poteaux incendie.

Conclusion :

Proposition : mise en demeure (délai : 1 et 3 mois)

L'exploitant doit s'assurer que les conditions de stockage permises par le système d'extinction automatique installé (interdiction de certains produits, emplacements spécifiques à certains produits dangereux etc.) sont respectées dans un délai d'un mois.

L'exploitant doit respecter les zones de stockage de produits dangereux autorisées dans le dossier d'autorisation dans un délai d'un mois.

L'exploitant doit mettre en place des mesures organisationnelles pour s'assurer que les produits

dangereux sont dirigés vers les zones autorisées et spécifiquement aménagées et que le personnel sur site ait connaissance de ces zones, dans un délai d'un mois
L'exploitant doit s'assurer que les poteaux incendie peuvent délivrer un débit en simultané de 240 m3/h dans un délai de trois mois et que les remarques de signalétique sur les procès-verbaux sont levées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 et 3 mois

N° 9 : Étude technique risque foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Risque foudre
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.</p> <p>Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection.</p> <p>Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.</p> <p>Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un Etat membre de l'Union européenne.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni en amont de l'inspection l'étude technique réalisée pour le site par la société RG Consultant ingénierie foudre. L'étude est datée du 03/08/2023. L'inspection a constaté que l'étude définit précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection à mettre en place, leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.</p> <p>L'inspection constate que l'étude technique a été réalisée sur le projet décrit dans le dossier d'autorisation et non sur la réalisation effective de l'installation.</p> <p>Conclusion :</p> <p>Proposition : demande de justificatif (délai : 3 mois)</p> <p>L'exploitant doit mettre à jour l'étude technique pour prendre en compte les modifications du site notamment l'installation d'ombrières photovoltaïques.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Vérification initiale risque foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21

Thème(s) : Risques accidentels, Vérification risque foudre
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.</p> <p>Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.</p> <p>L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.</p> <p>Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.</p> <p>Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus.</p> <p>La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences.</p> <p>Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre, par un organisme compétent.</p> <p>Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni le rapport de vérification initiale des protections foudre réalisé par la société RG consultant Ingénierie foudre. L'inspection de vérification a eu lieu le 12 décembre 2024 et le rapport est daté du 25 juillet 2025.</p> <p>L'inspection constate que l'installation réalisée ne correspond pas aux demandes de l'étude technique, sans explication et analyse de la conformité.</p> <p>L'inspection n'a pas eu connaissance de l'entreprise ayant mis en place les équipements et n'a donc pas pu vérifier que le rapport a été émis par une entreprise distincte de l'installateur.</p> <p>L'inspection constate que le vérificateur atteste de la conformité de l'installation aux normes en vigueur et à l'étude technique.</p> <p>L'inspection note cependant une différence entre le matériel installé et les préconisations de l'étude technique.</p> <p>Conclusion : Proposition : demande de justificatif (délai : 3 mois) L'exploitant indiquera à l'inspection l'entreprise ayant installé les équipements de protection contre la foudre.</p> <p>L'exploitant fournira un nouveau rapport de vérification si de nouveaux équipements sont nécessaires pour compléter la protection contre la foudre du site, dû à la différence d'équipements installés par rapport à l'étude technique ou dû à l'installation des ombrières photovoltaïques.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Mise en place des mesures de prévention contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 20
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de prévention contre la foudre
Prescription contrôlée : L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des installations à autorisation au titre d'une rubrique des séries 1000,2000 ou 4000 autorisées à partir du 24 août 2008 et des installations à autorisation au titre d'une rubrique de la série des 3000 dont le dépôt complet de la demande d'autorisation est postérieur au 1er septembre 2022, et non soumises à ces dispositions par ailleurs à la date du 31 août 2022 , pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont mis en œuvre avant le début de l'exploitation. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.
Constats : L'inspection constate dans le rapport de vérification fourni que 12 paratonnerres à dispositif d'amorçage (PDA) d'une hauteur de 6m et d'un rayon de protection de 64,2m ont été installés. Dans l'étude technique, il est demandé l'installation de 10 PDA de 5m de hauteur et de rayon de protection 65,4m et 2 PDA de 9m de hauteur. L'inspection constate que l'installation réalisée ne correspond pas aux demandes de l'étude technique, sans explication et analyse de la conformité. L'inspection constate dans le rapport que deux liaisons équipotentielles ont été réalisées pour la canalisation « Arrivé Sprinkler » et pour la canalisation « Arrivé Sprinkler dans les cellules ». Dans l'étude technique, il est demandé des liaisons équipotentielles pour les canalisations suivantes : <ul style="list-style-type: none">- Gaz (si métallique)- Eaux usées (si métallique)- Eaux pluviales (si métallique)- Sprinkler (si métallique)- Sprinkler Cellules (si métallique)- CVC (si métallique) Cependant, dans la liste des canalisations entrantes du sites la nature des canalisations est présentée et la canalisation gaz, sprinkler, sprinkler cellules et CVC sont indiquées comme étant métallique. Les canalisations d'eau usées et d'eaux pluviales sont indiquées de nature inconnue. Ainsi, l'inspection constate que les liaisons équipotentielles des canalisations de gaz et CVC sont manquantes et potentiellement celles des eaux usées et eaux pluviales en fonction de leur nature. L'exploitant a indiqué le jour de l'inspection que la canalisation de gaz n'a finalement pas été réalisée. L'exploitant n'a pas apporté plus d'éléments concernant les autres canalisations. L'inspection constate que les listes des équipements à protéger par un parafoudre de l'étude technique et du rapport de vérification ne sont pas cohérentes entre elle en terme dénomination et ne permettent pas de s'assurer que l'intégralité des parafoudres demandés par l'étude technique sont en place. Conclusion : Proposition : demande de justificatif (délai : 3 mois) L'exploitant fournira un justificatif démontrant que les équipements installés garantissent la même

protection que ceux listés dans l'étude technique. Le cas échéant, l'exploitant installera les équipements exigés par l'étude technique. L'exploitant s'assurera que toutes les liaisons équipotentielles nécessaires ont été mises en place et fournira un justificatif à l'inspection. L'exploitant s'assurera que tous les équipements à protéger par un parafoudre le sont et fournira un justificatif clair à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : État des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II, point 1.4
Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;</p> <p>2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante. L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document</p>

équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées. Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.

Constats :

L'inspection a constaté que l'exploitant dispose d'un état des stocks des matières stockées répondant aux besoins de l'arrêté ministériel, notamment quantité stockée par rubrique ICPE.

L'inspection a constaté par sondage que des produits aérosols et liquides inflammables étaient stockés dans des cellules où leur stockage n'est pas autorisé.

Par sondage, l'inspection a sélectionné un de ces produits, intitulé "huile graisse dégrippant" (Multi-öl Parkside - fabricant MEM)). Ce produit est indiqué classé sous la rubrique 4320. L'exploitant a indiqué que ce produit n'était probablement pas classé 4320 car pas aérosol. L'inspection a consulté la fiche de données de sécurité de ce produit (établie le 14 août 2023) afin de vérifier ses caractéristiques. L'inspection a constaté que le produit doit bien être classé sous la rubrique 4320 et a donc demandé à vérifier sa présence dans l'entrepôt en cellule 4 allée 12 (donnée issue de l'état des stock consulté).

L'inspection a constaté que ce produit n'est pas présent en cellule 4 allée 12. L'inspection a constaté que des palettes de ce même produit sont présentes en cellule 5.

L'exploitant a indiqué que certains stocks sont indiqués selon leur semaine promotionnelle pour les trouver dans l'entrepôt. L'exploitant a également indiqué que l'état des stocks consulté par l'inspection est un état des stocks ICPE et non celui utilisé au quotidien pour la logistique de l'entrepôt.

L'inspection constate que l'exploitant n'a pas réussi à retrouver un produit choisi par sondage dans l'entrepôt par les données issues de l'état des stocks présenté le jour de l'inspection.

Conclusion :

Proposition : mise en demeure (délai : 3 mois)

L'exploitant doit s'assurer que les états des stocks existants sont fiables et permettent de connaître les quantités réelles stockées.

L'exploitant doit effectuer un recalage périodique par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante. L'exploitant doit fournir le résultat de ce recalage périodique pour l'année 2025 pour les deux logiciels d'états des stocks utilisés. Le cas échéant, l'exploitant doit réaliser un recalage pour les deux états des stocks utilisés dans un délai de 3 mois et envoyer le résultat à l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 13 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II, point 15

Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques

Prescription contrôlée :

Conformément aux dispositions du code du travail, les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées. [...]
Constats : L'exploitant a fourni en amont de l'inspection le rapport de vérification initiale des installations électriques réalisé par la société Qualiconsult daté du 11/09/2024. Le rapport a soulevé 4 non conformités. L'exploitant a fourni des attestations de levée de réserves pour les non conformités 1, 2 et 4 réalisées par les entreprises ayant effectué les travaux nécessaires. L'inspection constate que la non-conformité n°3 n'a pas été levée : elle concerne la non présentation du document relatif à la prévention des explosions (DRPE). Il est indiqué que ce document est nécessaire pour valider la conformité les installations existantes. Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué avoir ce document mais n'a pas pu le présenter. Conclusion : Proposition : demande de justificatif (délai : 3 mois) L'exploitant doit fournir à l'inspection un justificatif permettant de constater que la non-conformité n°3 soulevée par le rapport de Qualiconsult a été levée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 14 : Exercice d'évacuation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II, point 14
Thème(s) : Risques accidentels, Exercice d'évacuation
Prescription contrôlée : [...] <p>Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt, l'exploitant organise un exercice d'évacuation. Il est renouvelé au moins tous les six mois sans préjudice des autres réglementations applicables.</p>
Constats : L'exploitant a fourni en amont de l'inspection le compte-rendu de l'exercice d'évacuation réalisé le 08/01/2025. Le compte-rendu soulève que le déclenchement de l'alarme n'a pas fonctionné au poste de garde. Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué que l'absence de déclenchement de l'alarme au poste de garde était prévue lors de l'installation. En effet, le personnel présent au poste de garde doit y rester pour accueillir les services de secours et reçoit les remontées d'alarme donc est au courant des alarmes issues de l'entrepôt. Conclusion : sans observation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Exercice incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II, point 13
Thème(s) : Risques accidentels, Exercice incendie
Prescription contrôlée : [...] Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe. [...]
Constats : L'exploitant n'a pas fourni de compte-rendu d'exercice de défense contre l'incendie. L'exploitant a indiqué le jour de l'inspection ne pas savoir quels sont les attendus d'un tel exercice. L'exploitant a indiqué qu'un exercice était prévu prochainement avec les services de secours avec une simulation d'incendie avec fumée. L'inspection a indiqué que ce test pouvait constituer un exercice de défense contre l'incendie mais qu'il était nécessaire de dérouler les actions prévues dans le plan de défense incendie du site (fermetures de vannes, coupure d'électricité si possible ou simulation, appels aux différents acteurs prévus en précisant la nature de l'exercice, etc.) et de réaliser un compte-rendu de l'exercice avec les actions et points à améliorer si nécessaire. Conclusion : Proposition : demande d'action corrective (délai : 3 mois) L'exploitant doit réaliser un exercice de défense contre l'incendie dans un délai de trois mois et transmettre à l'inspection le compte-rendu de l'exercice.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 16 : Documents installation photovoltaïque

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 30
Thème(s) : Risques accidentels, Documents
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant tient par ailleurs à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments suivants : [...] -une note d'analyse justifiant : -le comportement mécanique de la toiture ou des structures modifiées par l'implantation de panneaux ou films photovoltaïques ; -la bonne fixation et la résistance à l'arrachement des panneaux ou films photovoltaïques aux effets des intempéries ;

-l'impact de la présence de l'unité de production photovoltaïque en matière d'encombrement supplémentaire dans les zones susceptibles d'être atteintes par un nuage inflammable et identifiées dans l'étude de dangers, ainsi qu'en matière de projection d'éléments la constituant pour les phénomènes d'explosion identifiés dans l'étude de dangers ;

-la maîtrise du risque de propagation vers toute installation connexe lors de la combustion prévisible des panneaux en l'absence d'une intervention humaine sécurisée ;

-les justificatifs démontrant le respect des dispositions prévues aux articles 31, 32 et 37 du présent arrêté.

L'exploitant identifie les dangers liés à un choc électrique pour les services d'incendie et de secours lorsque les moyens d'extinction nécessitent l'utilisation d'eau, et définit les conditions et le périmètre dans lesquels ces derniers peuvent intervenir.

Constats :

L'exploitant a fourni en amont de l'inspection une note de calcul pour la charge de la toiture prenant en compte la présence de panneaux photovoltaïques. Cette note a été réalisée par la société STRUDAL et sa dernière révision est du 11/01/2023.

L'exploitant a également fourni une note de calcul support d'étanchéité réalisée par la société Couvrest le 19/04/2022, décrivant la constitution des zones de toiture ne pouvant pas accueillir de panneaux PV et celles permettant l'installation d'un système photovoltaïque INOVA PV LITE.

L'inspection ne peut pas exploiter ses notes de calcul mais constate la réalisation des calculs avec la présence des panneaux PV.

L'inspection constate que les modifications présentées dans le dossier de porter à connaissance en cours d'instruction n'engendrent pas l'ajout de panneaux photovoltaïques sur des zones de la toiture où cela n'était pas prévu.

L'exploitant n'a pas fourni d'éléments concernant :

- la bonne fixation et la résistance à l'arrachement des panneaux ou films photovoltaïques aux effets des intempéries ;

-l'impact de la présence de l'unité de production photovoltaïque en matière d'encombrement supplémentaire dans les zones susceptibles d'être atteintes par un nuage inflammable et identifiées dans l'étude de dangers, ainsi qu'en matière de projection d'éléments la constituant pour les phénomènes d'explosion identifiés dans l'étude de dangers ;

-la maîtrise du risque de propagation vers toute installation connexe lors de la combustion prévisible des panneaux en l'absence d'une intervention humaine sécurisée ;

Conclusion :

Proposition : demande de justificatif (délai : 3 mois)

L'exploitant doit transmettre à l'inspection une note d'analyse justifiant :

- la bonne fixation et la résistance à l'arrachement des panneaux ou films photovoltaïques aux effets des intempéries ;

-l'impact de la présence de l'unité de production photovoltaïque en matière d'encombrement supplémentaire dans les zones susceptibles d'être atteintes par un nuage inflammable et identifiées dans l'étude de dangers, ainsi qu'en matière de projection d'éléments la constituant pour les phénomènes d'explosion identifiés dans l'étude de dangers ;

-la maîtrise du risque de propagation vers toute installation connexe lors de la combustion prévisible des panneaux en l'absence d'une intervention humaine sécurisée.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 17 : Dispositions constructives panneaux photovoltaïques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 32
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives panneaux photovoltaïques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les panneaux ou films photovoltaïques installés en toiture de bâtiments, auvents ou ombrières abritant des zones à risque d'incendie identifiées dans l'étude de dangers :</p> <ul style="list-style-type: none"> -en matière de résistance au feu : l'ensemble constitué par la toiture, les panneaux ou films photovoltaïques, leurs supports, leurs isolants (thermique, étanchéité) et plus généralement tous les composants (électriques ou autres) associés aux panneaux présente au minimum les mêmes performances de résistance au feu que celles imposées à la toiture seule ; -en matière de propagation du feu au travers de la toiture : l'ensemble constitué par la toiture, les panneaux ou films photovoltaïques, leurs supports, leurs isolants (thermique, étanchéité) et plus généralement tous les composants (électriques ou autres) associés aux panneaux répond au minimum à la classification Broof t3 au sens de l'article 4 de l'arrêté du 14 février 2003 relatif à la performance des toitures et couvertures de toiture exposées à un incendie extérieur. Dans ce cas, l'alinéa suivant n'est pas applicable aux éléments constitutifs de cet ensemble ; -les panneaux ou films photovoltaïques, leurs supports et leurs isolants (thermique, étanchéité) répondent au minimum aux exigences des matériaux non gouttant (d0). Lorsque cette disposition n'est pas respectée pour les isolants (thermique, étanchéité), les panneaux ou films photovoltaïques ne sont pas en contact direct avec les volumes intérieurs des bâtiments, auvents ou ombrières sur lesquels ils sont installés. <p>[...]</p> <p>L'installation des panneaux photovoltaïques ne compromet pas le bon fonctionnement des dispositifs de sécurité et garantit une voie d'accès pour les opérations de maintenance et remplacement. A cet effet, les surfaces utiles sont libres de tout panneau photovoltaïque, ces surfaces sont constituées d'au minimum une bande de 1 mètre en périphérie des dispositifs et d'un cheminement d'un mètre de large. Cette disposition est applicable uniquement aux équipements photovoltaïques pour lesquels la demande de modification de l'installation classée ou, le cas échéant, la demande d'autorisation d'exploiter comportant le projet d'implantation d'équipements photovoltaïques, est portée à la connaissance du préfet à compter du 1er septembre 2022.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni en amont de l'inspection une présentation sur la gamme Siplast mais ce document ne permet pas de vérifier la conformité de l'installation car il n'est pas précisé quel produit a été installé sur l'installation LIDL à Ablis et ses caractéristiques.</p> <p>L'exploitant a également fourni une attestation ICPE de la société Couvrest datée du 29/08/2024 indiquant que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'entreprise atteste que les éléments de support de la toiture sont réalisés en matériaux

incombustible (pannes de couverture béton).

- L'entreprise atteste que la toiture des cellules satisfait la classe et l'indice Broof t3.
- La toiture est recouverte d'une bande de protection sur une largeur minimale de 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives. Cette bande est en matériaux A2 s1 d1 ou comporte en surface une feuille métallique A2 s1 d1.
- L'entreprise atteste que la toiture du local groupe électrogène satisfait la classe et l'indice Broof t3.
- L'entreprise atteste que l'isolant installé en toiture des Cellules et du local groupe électrogène est classé A1.

L'exploitant a fourni une note de calcul du support d'étanchéité réalisée par la société Couvrest le 19 avril 2022 :

Il est décrit que les zones de la toiture permettant l'installation d'un système photovoltaïque INOVA PV LITE sont réalisées de la manière suivante :

- Bac support d'étanchéité : Nervobac 122(MONOPANEL) - ép. 75/100° -Prélaqué Blanc 912 suivant plan de calepinage et note de calcul
- - Isolant : Rockacier C nu classe C (ROCKWOOL) - ép. 120mm en 1 couche : $R=3.00\text{m}^2\cdot\text{K}/\text{W}$
- - Etanchéité : Paradiène FM R4 + Paracier G VV 100G (SIPLAST) - Finition avec ardoisé noir

Dans le cahier de prescription et de mise en œuvre Inova PV fourni par l'exploitant, il est présenté plusieurs configurations d'ensemble "support-isolant-étanchéité-procédé de panneaux" qui disposent d'un classement Broof t3 "système complet" avec un procès-verbal de classement au feu.

L'inspection n'est pas en capacité de savoir si l'installation présente sur le site de LIDL est présente dans cette liste car le nom exact des panneaux installés n'a pas été fourni à l'inspection.

L'inspection a constaté par sondage la présence d'une bande de 1 mètre minimum en périphérie des dispositifs de sécurité en toiture et d'un cheminement d'un mètre de large minimum.

Conclusion :

Proposition : demande de justificatif (délai : 3 mois)

L'exploitant doit indiquer si le système complet installé dispose d'un classement Broof t3 et fournir les justificatifs adéquats ainsi que le procès-verbal de classement au feu correspondant.

Sinon, l'exploitant doit fournir les justificatifs démontrant que les panneaux photovoltaïques et leurs supports répondent au minimum aux exigences des matériaux non gouttant (d0).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 18 : Compartimentage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II, point 6

Thème(s) : Risques accidentels, Compartimentage

Prescription contrôlée :

[...]

- la toiture est recouverte d'une bande de protection sur une largeur minimale de 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives. Cette bande est en matériaux A2 s1 d1 ou comporte en surface une feuille métallique A2 s1 d1. Alternativement aux bandes de protection, des moyens fixe ou semi-

fixe d'aspersion d'eau placés le long des parois séparatives peut assurer le refroidissement de la toiture des cellules adjacentes sous réserve de justification ;

[...]

Constats :

L'inspection a constaté que la bande en matériaux A2 s1 d1 était abimée à plusieurs endroits au droit des passerelles permettant de passer au-dessus des dépassements des murs coupe-feu.

Conclusion :

Proposition : demande d'action corrective (délai : 3 mois)

L'exploitant doit s'assurer que la bande de 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives en matériaux A2 s1 d1 est en bon état sur l'ensemble de la couverture.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois